

Extrait du Spyworld Actu

<http://ks3094133.kimsufi.com/spip.php?article795>

Une équipe de la DGSE a participé à la tentative de libération de Mme Betancourt

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : vendredi 23 septembre 2005

Spyworld Actu

L'expédition secrète, imaginée par le ministère français des affaires étrangères, a échoué. Informé par Astrid Betancourt de la possible libération de sa soeur, Ingrid Betancourt, détenue depuis le 23 février 2002 par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le Quai d'Orsay a décidé d'envoyer en Amazonie, via le Brésil, une « mission d'appui humanitaire » .

Composée exclusivement d'une équipe médicale, cette mission devait apporter les premiers soins à Ingrid Betancourt : telle a été, jusqu'à présent, la version des autorités françaises. En réalité, outre le personnel navigant et l'équipe médicale -tous militaires-, plusieurs agents de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), qui dépend du ministère de la défense, se trouvaient à bord de l'avion.

L'opération a été décidée dans l'urgence. Début juillet, un intermédiaire avait informé Astrid Betancourt d'une possible libération de sa soeur dans les jours suivants, et lui avait proposé un rendez-vous dans la petite ville de Leticia, sur le fleuve Amazone. Cet homme, selon Astrid Betancourt, serait un paysan d'une soixantaine d'années, venu à Bogota en provenance du département du Putumayo. Selon le Quai d'Orsay, les autorités colombiennes auraient été mises au courant par la famille Betancourt qui leur aurait demandé de ne pas monter une opération militaire pour ne pas mettre en danger la vie de l'otage.

Les conditions posées à Astrid Betancourt étaient claires : un membre de la famille et un prêtre devaient se rendre, seuls, à la frontière entre la Colombie et le Brésil. Le 5 juillet, la soeur d'Ingrid Betancourt arrive au lieu de rendez-vous. Mardi 8 juillet dans la soirée, au moment de s'embarquer sur un bateau à destination de la frontière, Astrid Betancourt prévient l'ambassadeur de France à Bogota, Daniel Parfait. Elle lui demande un avion de rapatriement et une assistance médicale, craignant que sa soeur puisse être très affaiblie par un an et demi de séquestration.

C'est donc à la France - deuxième patrie d'Ingrid Betancourt, qui a la double nationalité - d'agir. Très impliqué personnellement dans le dossier, le ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin prend les commandes de l'opération. Il a connu Ingrid Betancourt au début des années quatre-vingt, à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, qui devait pourtant effectuer une visite de deux jours en Colombie à compter du 22 juillet, n'est pas mis dans la confidence. De même, à l'Elysée, on estime qu'une telle opération « n'aurait pu avoir lieu sans que le président n'en soit informé », et on assure que « ça n'a pas été le cas. »

Le 9 juillet, l'avion Hercules C-130 en provenance de la base militaire d'Evreux (Eure) se pose à Manaus, capitale de l'Etat de l'Amazonie brésilienne. Selon le ministère de la défense, ce gros porteur a été choisi parce qu'il pouvait atteindre cette destination sans escale de ravitaillement. A son bord, une dizaine de passagers sont tous munis d'un passeport diplomatique. Parmi eux, Pierre-Henri Guignard est le chef-adjoint du cabinet de Dominique de Villepin.

Les militaires de la DGSE n'étaient pas armés, assure-t-on au ministère de la défense. D'autres responsables évoquent en revanche une « équipe de protection » . Ils auraient par ailleurs disposé d'équipements de communication ultrasophistiqués pour leur permettre d'évoluer dans la jungle.

Les autorités brésiliennes n'étaient à ce moment pas informées de la nature et du détail de l'opération même si une autorisation de survol et d'atterrissage avait été demandée et accordée. A Brasilia, le ministère des relations extérieures prétend n'avoir été prévenu de l'opération alors en cours que le samedi 12 juillet. L'affirmation a été « tardive et partielle », selon le porte-parole du palais d'Itamaraty, Ricardo Neiva Tavares.

Sur l'aéroport de Manaus où atterri le C-130, la police fédérale veut procéder à une inspection de l'avion. Cette visite leur est refusée sans explications, au seul motif de la protection diplomatique. Au Quai d'Orsay, on réfute cette

version : si cette demande d'inspection avait été faite, elle aurait été satisfaite, assure-t-on.

Relayée par l'hebdomadaire brésilien Carta Capital, l'hypothèse d'une livraison d'armes aux FARC en échange de la libération d'Ingrid Betancourt est vigoureusement rejetée par Dominique de Villepin . « Nous avons agi en total transparence, à la demande de la famille Betancourt, a déclaré au Monde le ministre des affaires étrangères. Il n'y a évidemment pas la moindre affaire de trafic d'armes là-dessous. De toute façon, les FARC sont l'une des organisations terroristes les plus riches du monde et n'ont pas besoin qu'on leur vende des armes supplémentaires. Surtout, la France a des relations amicales avec le Brésil et la Colombie et ne monterait certainement pas ce genre d'opération qui aurait vite fait de générer une crise diplomatique. D'ailleurs, je n'aurais pas envoyé mon directeur de cabinet dans l'avion s'il s'était agi d'une telle opération. Il s'agit d'une mission médicale et humanitaire conduite et assumée comme telle. »

Pendant deux jours, l'avion reste immobilisé à Manaus dans l'attente de la libération. Puis il doit s'envoler pour Cayenne (Guyane), à la demande des autorités brésiliennes qui s'impatientent. Pendant ce temps, depuis le 5 juillet, Astrid Betancourt, accompagnée d'un prêtre, attend en vain au coeur de l'Amazonie une hypothétique libération.

Les espoirs de la famille sont une nouvelle fois déçus. Peut-être alertées par l'agitation qui s'est emparée de cette zone frontalière, les FARC ont-elles annulé l'opération. Le 14 juillet, Astrid Betancourt rentre à Bogota, passant le relais à son beau-frère, Juan-Carlos Lecompte.

Cette affaire se solde par une double méprise diplomatique, vis-à-vis de la Colombie et du Brésil. A Bogota, le ministère de la Défense nie avoir été mis au courant, ce qui contredit la « très grande confiance » évoquée par Nicolas Sarkozy lors de sa visite. La Colombie s'inquiète par ailleurs de possibles discussions entre la France et les FARC. Ces contacts ont été vigoureusement niés par M. de Villepin et par Nicolas Sarkozy. Lors de sa visite à Bogota, le ministre de l'intérieur a assuré « de la façon la plus formelle » que « le gouvernement français a toujours indiqué qu'il n'entretenait pas de contact avec les FARC. » Toutefois, certains responsables gouvernementaux français évoquent un possible « donnant-donnant diplomatique ». Paris tenterait de servir de médiateur ou de « facilitateur » du dialogue, entretenant des contacts par diverses filières avec la guérilla.

L'affaire a également été très mal prise à Brasilia. Le numéro 2 du ministère, Samuel Pinheiro Guimaraes, a demandé des explications à l'ambassadeur de France, Alain Rouquié. Itamaraty n'a pas voulu aggraver l'incident par des déclarations publiques, et l'on assure côté français qu'un « point final » a été mis à cette affaire.

Le cauchemar des militaires brésiliens et de beaucoup de personnalités civiles est « l'internationalisation de l'Amazonie », région à cheval sur neuf pays. Les premières spéculations policières, découvrant une équipe étrangère se dirigeant vers la zone frontalière, évoquaient toutes sortes de trafics, drogue ou même biopiraterie. La mobilisation de la Police Fédérale aurait pu alerter la guérilla. L'attitude des diplomates et agents français à Manaus a suscité l'exaspération des policiers brésiliens, qui ont dévoilé l'affaire au reporter de Carta Capital, Bob Fernandes.

L'hebdomadaire revient sur le sujet dans son édition parue à Sao Paulo vendredi 25 juillet. A Brasilia, l'inquiétude dépasse de loin les susceptibilités personnelles. L'armée brésilienne a annoncé qu'elle combattrait les FARC si elles traversent la frontière. Or, la libération d'Ingrid Betancourt devait bien avoir lieu en territoire brésilien.